

Cazeneuve veut des sanctions plus sévères... contre les policiers



Nous ne nous prononcerons pas sur ce que l'on appelle désormais « L'affaire Théo ». Laissons l'IGS et la justice établir les faits et avançons la présomption d'innocence, notamment grâce à de nouveaux éléments d'enquête contradictoires.

Nous ne retiendrons que deux faits, l'un médical, l'autre politique.

Le procureur de la République ne requiert pas le viol. Alors y a-t-il eu viol ou non ? L'examen médical a-t-il constaté la

pénétration anale de 10 centimètres d'une matraque ? Celles et ceux qui ont subi une telle agression peuvent témoigner de la douleur intense d'une telle pénétration même inférieure à cette profondeur !

Sur ce point donc laissons la justice se prononcer.

Le président de la République s'est rendu aussitôt au chevet de ce jeune homme, avant même les conclusions de l'enquête préliminaire. Était-ce son rôle ? N'était-ce pas plutôt celui du Premier ministre, à la rigueur, ou du ministre de l'Intérieur ? Comme ce fut le cas lors de l'agression au cocktail Molotov contre des fonctionnaires de police dans l'Essonne ?

Ce qui nous importe, au premier chef, ce sont les émeutes qui se sont produites, suite à l'arrestation musclée de Théo. Émeutes qui se produisent immédiatement dès qu'un jeune se fait appréhender, qu'il soit coupable ou innocent.

Quelle que soit la gravité des actes supposés cela excuse-t-il la violence des voyous ?

Des groupes armés, cagoulés, brûlent, saccagent, caillassent, durant plusieurs nuits et, après un arrêt momentané, reprennent leurs destructions lorsque la justice prononce des peines, bien peu sévères pourtant, contre les rares meneurs arrêtés.

Rappelons les paroles de Manuel Valls, alors Premier ministre, et de Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'Intérieur :
« Notre détermination à combattre le crime, ces individus qui agissent depuis trop longtemps dans ces quartiers et dans ces villes. Il n'y a pas de zones de non-droit »

Non seulement elles existent partout en France, ces zones de non-droit, mais les gouvernements successifs ne peuvent rien contre elles ! Ils sont impuissants.

Bernard Cazeneuve, aujourd'hui Premier ministre, réclame la plus grande sévérité, non pas contre les « casseurs » mais contre ces policiers, avant même les résultats de l'enquête en cours et les responsables du gouvernement se prononcent sur toutes les chaînes télé uniquement sur les déclarations de la victime, négligeant la présomption d'innocence, cette présomption que tous ces mêmes politiques, quand il s'agit d'eux, avancent immédiatement, mais ne retiennent jamais lorsqu'il s'agit de policiers.

Et cette question, totalement hors de propos, de Bruce Toussaint à un responsable syndical de la police. (Émission « C à vous », sur la 5, mercredi) : « *Quand la police va-t-elle arrêter la guerre ?* ». Ce n'est pas la police qui a déclaré cette guerre, Bruce Toussaint, c'est la « racaille » !

Cette racaille qui brûle, qui casse, qui deale, c'est elle qui nous menace, pas la police !

La loi c'est eux, les armes c'est eux, les morts c'est eux, à Marseille et partout en France.

L'achat d'armes est interdit dans notre pays sauf pour les voyous, alors comment pourrons-nous nous défendre si les forces de l'ordre sont systématiquement stigmatisées ?

Louis-George Tin, président du CRAN, s'est immédiatement prononcé : « *Les Arabes et les noirs sont 7 à 8 fois plus contrôlés* », et il trouve cela anormal ! Mais les attentats, les agressions au couteau, ne sont-ils pas imputables aux arabes et aux noirs ? Dois-je lui rappeler Fofana, Coulibaly, les frères Kouachi, Merah, Kermiche, Salah Abdeslam, Rachid Kassim et des centaines d'autres ?

C'est un climat malsain qui s'installe depuis des années dans ce pays. Un climat de guerre civile, un climat propice à l'éclosion de groupuscules et d'organisations de défense. Souvenons-nous de la « Main rouge », du « SAC », des « Barbouzes », etc.

Est-il déjà trop tard ?

Je me souviens qu'en 1957, en quelques semaines les « paras » de Massu avaient rétabli la paix dans la Casbah d'Alger, ô combien plus dangereuse que les zones de non-droit en France !

Mais nous étions en guerre... ne le sommes-nous plus aujourd'hui ?

Manuel Gomez